

GRAND CALAIS

Terres & Mers



Marchés Publics de Prestations de Services

**Communauté d'Agglomération
GRAND CALAIS TERRES & MERS**

Renouvellement du système d'accès du complexe nautique patinoire ICEO

Règlement de consultation

(RC)

Date limite de réception des offres : Lundi 17 juillet 2017 à 11h30

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHÉ	3
2	CONDITIONS DU MARCHÉ	3
2.1	ÉTENDUE DE LA CONSULTATION ET MODE DU MARCHÉ	3
2.2	DECOMPOSITION EN TRANCHES - FORME DU MARCHÉ	3
2.2.1	<i>Décomposition en tranches.....</i>	<i>3</i>
2.2.2	<i>Forme du marché.....</i>	<i>3</i>
LES PRESTATIONS FONT L'OBJET D'UNE TRANCHE FERME ET DE DEUX TRANCHES OPTIONNELLES PASSEES EN APPLICATION DE L'ARTICLE 77 DU DECRET N° 2016-360 DU 25 MARS 2016.....		
2.3	DELAI D'EXECUTION	3
2.4	LIEU D'EXECUTION	3
2.5	MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	3
2.6	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.7	MODE DE REGLEMENT	4
2.8	VARIANTES.....	4
2.9	OPTIONS.....	4
3	MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	4
3.1	PRESENTATION DES OFFRES.....	4
3.2	MODALITES DE REMISE DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
3.3	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	5
4	JUGEMENT DES OFFRES	7
4.1	CRITERE TECHNIQUE	7
4.2	CRITERE PRIX	7
4.3	CRITERE DELAI D'INTERVENTION	8
5	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	8

1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a donc pour objet l'acquisition et l'installation de matériel et de logiciels visant à organiser le système d'accès aux équipements sportifs du complexe ICEO.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses particulières (C.C.P).

2 CONDITIONS DU MARCHÉ

2.1 Etendue de la consultation et mode du marché

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée, en application de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

2.2 Décomposition en tranches - Forme du marché

2.2.1 Décomposition en tranches

Le marché est divisé en trois tranches :

Tranche Ferme :

Evolution de l'installation existante vers une technologie code-barre pour les entrées unitaires et sans-contact pour les abonnés.

Tranche Optionnelle 1 :

Mise en place d'un automate de rechargement des badges en libre-service.

Tranche Optionnelle 2 :

Acquisition d'un module web de paiement et de réservation en ligne.

2.2.2 Forme du marché

Les prestations font l'objet d'une tranche ferme et de deux tranches optionnelles passées en application de l'article 77 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

2.3 Délai d'exécution

Le Marché est prévu pour être exécuté durant la période de vidange entre le lundi 28 Aout 2017 et le vendredi 8 Septembre 2017. En cas de difficulté dû à la collectivité, un ordre de service précisera les dates ultérieures pour une intervention d'une même durée.

2.4 Lieu d'exécution

Les prestations se déroulent au sein du Complexe aquatique Icéo, 1400 rue Roger Martin du Gard - 62 100 CALAIS.

2.5 Modifications de détail au dossier de consultation

Les candidats n'ont pas à apporter de modification au CCP.

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.7 Mode de règlement

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum.

2.8 Variantes

Les variantes par rapport aux spécifications du cahier des charges sont autorisées dans la limite des conditions définies dans le C.C.P.

2.9 Options

Sans objet.

3 MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

3.1 Présentation des offres

Les offres des candidats devront être entièrement rédigées en langue française.

Dans le cas où un candidat remettrait des documents techniques (ou autres) pour étayer ou expliciter son offre, ceux-ci devraient également être rédigés en langue française.

3.2 Modalités de remise du dossier de consultation

Les offres peuvent être adressées ou remises dans conditions suivantes :

- ◆ transmises par voie électronique sur le site www.klekoon.com
- ◆ présentées sur support papier et adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal
- ◆ présentées sur un support papier et remises sous pli cacheté au service destinataire contre récépissé.

Le retrait du dossier de consultation sous forme électronique n'oblige pas à une transmission des offres par voie électronique.

La transmission des offres par message électronique n'est pas autorisée.

Les offres devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

3.3 Conditions d'envoi ou de remise des offres

Transmission par voie postale ou remise en mains propres

Les plis pourront être adressés en courrier recommandé avec avis de réception postal ou remis en mains propres à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers
Service Marchés Publics
76 Boulevard Gambetta - CS 40 021
62 101 CALAIS CEDEX

Horaires d'ouverture des bureaux : 8h à 12h et 14h à 17h

L'enveloppe extérieure portera la mention suivante :

« Proposition pour le renouvellement du système d'accès du complexe Icéo », le cachet de l'entreprise et « NE PAS OUVRIR ».

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs candidature

- Lettre de candidature-Habilitation du mandataire par ses cotraitants ou modèle DC1
- La copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à les engager
- Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement ou modèle DC2
- Etat annuel des certificats fiscaux et sociaux
- Une attestation concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services auxquels se réfère le marché, réalisés au cours de ces trois derniers exercices.
- Au moins trois références de l'entreprise en matière de prestations similaires, dont une d'un montant au moins équivalent à celui de la présente consultation.

Contenu de l'offre

- **Acte d'engagement**, cadre ci-joint à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché
- **Cahier des Clauses Particulières**, cahier ci-joint à accepter et signer sans modification
- **Détail global des prestations forfaitaires (non fourni)**, à transmettre et signer
- **Mémoire justificatif portant sur les éléments suivants :**
 - * les moyens de l'entreprise et ceux qui seront mis en œuvre par l'entreprise pour assurer les prestations demandées,
 - * l'organigramme et les habilitations ou attestations de formations du personnel de l'entreprise, et l'organigramme de l'équipe qui interviendra ;*
 - * une liste de sous-traitants que le concurrent envisage de proposer à l'acceptation du Maître de l'ouvrage après conclusion du marché,

* toutes pièces jugées utiles par les candidats de nature à étayer et à justifier leurs offres.

- RIB

Conformément à l'article 55 - IV du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai de 8 jours francs maximum les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

Transmission par voie électronique

Conformément à l'article 40 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <http://www.klekoon.com>.

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Dispositions relatives à la copie de sauvegarde

En cas de transmission dématérialisée, une copie de sauvegarde établie sur support papier ou sur support physique électronique peut être envoyée ou remise par le candidat.

La copie de sauvegarde n'est recevable que si les deux conditions suivantes sont remplies :

- ◆ elle est parvenue à destination dans délai fixé pour la remise des offres.
- ◆ elle est placée dans un pli scellé portant, outre les mentions exigées aux articles ci-dessus, la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE ».

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans l'un des cas suivants :

- ◆ la candidature et l'offre transmises par voie électronique ne peuvent pas être ouvertes ;
- ◆ la copie de sauvegarde est parvenue dans le délai de dépôt des offres à contrario de la réponse transmise par voie électronique.

Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier. Cette négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre.

Les offres inappropriées seront éliminées et ne seront pas retenues pour la négociation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retenir pour la négociation les offres irrégulières ou inacceptables. Si ce n'est pas le cas, ces offres ne seront pas retenues et ne seront pas classées.

Après examen des offres remises, le pouvoir adjudicateur effectue un premier classement. Au regard de celui-ci, il peut engager des négociations avec tout ou partie des candidats. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire passer des auditions aux candidats retenus.

A l'issue de la négociation, le pouvoir adjudicateur procède à une nouvelle notation, de laquelle découlera le classement final. Au regard des résultats de la négociation, la note finale pourra varier à la hausse ou à la baisse. Si les offres retenues pour la négociation restent irrégulières ou inacceptables à l'issue de la négociation, elles ne seront pas classées.

Toutefois, l'acheteur peut attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

4 JUGEMENT DES OFFRES

Après vérification des garanties financières et des garanties professionnelles, le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse sera apprécié en fonction des critères de jugement des offres pondérés comme suit :

<u>Critères techniques :</u> Possibilités techniques offertes par la solution d'accès Délai et procédure des interventions en dehors de l'intervention annuelle	<u>40 points</u> <i>25 points</i> <i>15 points</i>
<u>Prix</u> Montant global des investissements nécessaires Montant de la maintenance annuelle et des coûts de fonctionnement	<u>40 points</u> <i>25 points</i> <i>15 points</i>
<u>Délai d'exécution</u>	<u>20 points</u>

4.1 Critère technique

L'analyse de la valeur technique de l'offre portera sur l'analyse des éléments du mémoire justificatif que le candidat devra obligatoirement fournir.

Chacun de ces éléments sera apprécié en appliquant aux points maximum (40) de ce critère le coefficient suivant :

- Très satisfaisant 1
- Satisfaisant 0,7
- Moyennement satisfaisant : 0,5
- Insatisfaisant : 0,1

4.2 Critère prix

Les offres seront classées en fonction de leur prix. Le jugement du critère "prix des prestations" tiendra compte des écarts de prix avec l'offre la moins disante.

Les offres seront classées sur une échelle de 40 selon le calcul suivant :

Classement de l'offre A = $40 \times (\text{Montant de l'offre la moins-disante}) / (\text{Montant de l'offre A})$

Le niveau 40 correspond à l'offre la moins disante.

4.3 Critère délai d'intervention

Les offres seront classées aussi en fonction du délai précisé par le Candidat. Le jugement du critère "Délai d'intervention" tiendra compte des écarts de délai avec l'offre la moins disante.

Les offres seront classées sur une échelle de 20 selon le calcul suivant :

Classement de l'offre A = $20 \times (\text{Montant de l'offre présentant le délai le plus court}) / (\text{Montant de l'offre A})$

Le niveau 20 correspond à l'offre dont le délai est le plus court.

L'offre la mieux disante sera celle totalisant le plus grand nombre de points à l'addition des trois critères de jugement.

5 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui serait nécessaire à l'étude, les candidats peuvent contacter :

Pour des renseignements techniques :

Monsieur David PONS, Directeur du Complexe ICEO

Mail : david.pons@grandcalais.fr

Tél.: 03.21.19.56.57

Pour des renseignements administratifs :

Service Marchés Publics

Mail : marches.publics@grandcalais.fr

Tél.: 03.21.19.55.00